GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE
18 fr. pour trois mois ;
36 fr. pour six mois ;
72 fr. pour l'année.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Audience du 9 avril.

PRUD'HOMMES PÊCHEURS. — COMPÉTENCE.

Les décisions des prud'hommes, rendues sur des contraventions ou délits, peuvent-elles faire obstacle à l'action publique? (Non.)

Il est rare que les décisions rendues par les prud'hommes attirent l'attention du public; leur juridiction, en effet, est toute d'intérieur et de famille; ils créent des réglemens disciplinaires, prescrivent des pénalités, et leurs sentences, qui ne sont précédées ni suivies d'aucunes formalités judiciaires, qui, la plupart du temps même ne sont pas inscrites, s'exécutent à l'instant et sans murmures par le paiement d'une amende plus ou moins forte, en telle sorte que la publicité s'en empare rarement. Aussi nous saisissons avec empressement l'occasion de publier les doctrines professées par la Cour suprême sur la nature, l'étendue et les conséquences de cette juridiction disciplinaire. Voici les faits qui ont donné lieu à ce pourvoi:

Canisse, pêcheur, fut surpris au moment où il pêchait au gangui, contrairement aux lois et réglemens sur la pêche; un procès-verbal fut dressé sur la réquisition du commissaire de l'inspection maritime. Les prud'hommes s'emparèrent de l'affaire. Le pêcheur comparut devant eux et s'entendit paternellement condamner à 4 fr. d'amende, pour un délit que la loi punit d'une amende dont le minimum est de 300 fr. Le condamné paya son amende, retira quittance et se croyait bien et définitivement jugé, quand il fut cité par le ministère public devant le Tribunal correctionnel de la ville de Marseille, pour la même contravention. Il excipait vainement de la sentence de ses pairs, qu'on ne put du reste produire, et du reçu de l'amende de 4 fr. par lui payée; il invoqua aussi la maxime: *Non bis in idem*; le Tribunal, écartant ces fins de non recevoir, condamna Canisse à l'amende de 300 francs et aux dépens. Appel; arrêt confirmatif; pourvoi.

Après le rapport de M. le conseiller Isambert, dans lequel ce laborieux magistrat fait l'historique de l'origine de la nature et de l'étendue des pouvoirs judiciaires des prud'hommes, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Franch Caillé, la Cour a rendu l'arrêt dont voici le texte:

Sur le moyen du pourvoi tiré soit de la violation de la maxime *non bis in idem*, résultant de l'art. 1351 du Code civil, et de l'art. 360 du Code d'instruction criminelle combinés, soit de la violation des lois des 9 septembre et 12 décembre 1790 confirmatives des anciens édits et réglemens relatifs aux attributions des prud'hommes de Marseille;

Attendu que si ces prud'hommes ont reçu de la puissance législative le droit d'établir entre les pêcheurs français et étrangers de leur ressort, des règles conservatrices du bon ordre dans l'exercice de leur profession, et des bonnes pratiques de la police, de constater et de réprimer par des amendes les infractions à ces réglemens, ces attributions ne peuvent avoir pour effet (ce qui aurait lieu dans l'espèce), d'entraver ou de diminuer celles conférées aux Tribunaux ordinaires pour la répression des crimes, délits et contraventions, prévus par les lois générales du royaume;

Attendu que la poursuite des faits qualifiés infraction par les lois, appartient exclusivement aux officiers du ministère public d'après l'art. 1^{er} du Code d'instruction criminelle, et que les prud'hommes eux-mêmes doivent renvoyer aux Tribunaux les procès-verbaux qui sont dressés ou reçus, pour leur en attribuer la connaissance;

Attendu que si, à l'occasion des contraventions aux lois de l'Etat, les prud'hommes-pêcheurs trouvent des infractions de leur compétence, à réprimer, leurs décisions doivent être assimilées à celles qui émanent des juridictions disciplinaires constituées par les lois, et que dès-lors elles ne peuvent faire obstacle à l'action publique;

Et attendu que dans l'espèce le procureur du Roi de Marseille poursuivant, par acte du 6 juin 1835, une infraction à la loi du 21 ventôse an XI (18 mars 1803), punissable de peines correctionnelles, constatée sur la réquisition du commissaire à l'inspection maritime de Marseille, a été légalement saisi de cette action publique; que la quittance produite par Canisse d'un versement d'une amende de 4 francs, à laquelle il aurait été condamné par jugement (non représenté) du Tribunal des prud'hommes pour fait de pêche au gangui, ledit jour 22 avril, ne peut être considéré comme répression d'un délit, puni par la loi d'une amende dont le minimum est fixé à 300 fr.;

Attendu que les prud'hommes n'ayant à cet égard aucune attribution judiciaire, leur décision, si elle existe, n'a pas le caractère de jugement; que dès lors le moyen tiré de la maxime *non bis in idem* est sans application à l'espèce;

Attendu que les lois des 9 septembre et 12 décembre 1790 n'ont pas été violées, puisqu'il ne s'agissait ni d'infraction aux réglemens particuliers et usages des prud'hommes, ni d'atteinte portée à leurs attributions et à l'acte de juridiction qu'ils auraient fait sur le pêcheur, leur justiciable, mais de la répression d'un fait prévu par une loi de l'Etat;

Par ces motifs, la Cour rejette le pourvoi.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. Froidefond de Farges.)

Audience du 15 avril.

Affaire de Verninac-Saint-Maur. — Soustraction de lettres, faux et assassinat. (Voir la Gazette des Tribunaux des 14 et 15 avril.)

La Cour continue l'audition des témoins.

Le sieur Montreuil, arquebusier, employé chez Lefauchaux, déclare avoir vu venir l'accusé à sa boutique cinq ou six fois. Il venait pour visiter Cazes, et parlait familièrement avec lui en patois. « Cazes me disait, ajoute le témoin, que ce jeune homme, que je reconnais parfaitement bien dans l'accusé, venait lui emprunter de l'argent; mais qu'il ne voulait pas lui en prêter, parce que c'était un joueur.

M. Guoin, employé, déclare qu'il avait remis à l'accusé une paire de

pistolets pour les vendre à un armurier nommé Lelion. Il ajoute que ces pistolets lui furent rendus quinze ou vingt jours après.

M. le président, à l'accusé: Les pistolets étaient rendus depuis longtemps, et vous alliez encore en août et septembre chez Behinger, voir Cazes. Ce n'était donc plus pour le marché des pistolets.

Un long débat s'engage sur l'époque de la remise des pistolets. Le témoin, rappelant ses souvenirs, affirme que les pistolets lui ont été remis au plus tard vers le 1^{er} août. L'accusé soutient qu'il les a conservés jusqu'au 15 septembre environ.

M. le président: Vous voyez, accusé, que le témoin affirme que les pistolets lui ont été remis antérieurement à l'époque où vous alliez voir Cazes chez Behinger.

Verninac: Je vous dis, moi...

M. le président: Lorsque vous vous adressez à la Cour, vous ne devez pas vous servir de cette expression: *Je vous dis, moi...* Il faut en employer de plus convenables.

Verninac: Je vous en demande pardon; je n'avais pas l'intention de vous manquer. L'accusé penche ici sa tête sur ses mains, et verse des larmes. Il paraît en proie à la plus vive émotion.

M. Deron-Desmarest, limonadier à Bourges, déclare qu'étant à Paris, le 24 ou le 25 septembre, il vit Cazes rue du Coq. Cazes lui dit qu'il allait faire un voyage en Normandie.

M. le président: Ce ne peut être le 24. Vous avez dit positivement dans l'instruction que c'était le 25.

Le témoin déclare qu'il croit bien se rappeler que c'était le 24; mais il ne peut rien préciser.

Le sieur Gigot, ami de Cazes, prête serment.

M. le président: Gigot, rappelez-vous votre serment, et parlez sans haine et sans crainte.

Gigot: Douze ou quinze jours avant l'assassinat, Cazes vint me demander à coucher. Il me dit: « Il y a un monsieur de chez moi avec lequel j'ai passé la soirée. Je suis en retard. » Il coucha avec moi.

M. le président: Etiez-vous lié avec Cazes?

Gigot: Je le connaissais indirectement sans être lié avec lui.

M. le président: Cela a dû vous paraître extraordinaire?

Gigot: Cela m'a étonné.

Le sieur Anot, contre-maître arquebusier chez M. Behinger: On m'a représenté le cadavre de Cazes, et je l'ai parfaitement reconnu.

M. le président: Cazes vous a-t-il quelquefois montré des billets?

Anot: Oui, monsieur, deux billets d'environ 1,500 fr.

M. le président: Étaient-ils à la même échéance?

Anot: Non, monsieur, ils étaient à huit jours de distance l'un de l'autre. Il me demanda, en me montrant ces billets, si je savais si la maison était bonne. Je lui dis de s'adresser pour cela à notre teneur de livres. Celui-ci lui répondit qu'il voudrait bien en avoir pour cent mille francs, qu'ils seraient bien payés. Il ajouta que ces billets appartenaient

pas lui-même ces billets? — R. Oui, monsieur, il me l'a dit, mais c'est en revenant de son voyage. — D. Avez-vous remarqué les endos des billets? — R. Oui, monsieur. — D. N'y avait-il pas le nom de M. J. J. Bosc de Bordeaux? — R. Oui, monsieur, j'ai remarqué cette signature, je ne la connaissais pas, mais l'écrivain m'a frappé.

M. le président: Effectivement, cette écriture est remarquable. M. Bosc est un vieillard de 84 ans. Sa signature est grosse et l'encre en est très noire.

M. le président: Cazes vous dit-il pourquoi il était allé à Rouen?

Le témoin: Il me dit qu'il était parti pour Rouen pour sauver l'honneur d'un de ses amis, ou afin de ne pas compromettre cet ami. Il me dit encore que ces billets que j'avais vus venaient de cet ami qui les tenait d'un usurier. Il me fit là-dessus un long amphigouri, et je ne me suis pas bien reconnu à cela. Ce dont je me souviens très bien, c'est qu'il dit qu'il était parti pour sauver l'honneur d'un ami.

M. Decaux, teneur de livres, confirme la déposition importante du précédent témoin. Les deux traites que Cazes lui a montrés étaient tirées, l'une payable chez Lebeuf, rue Hauteville, et l'autre chez un banquier de la rue Richer. Il n'affirme pas ce dernier point. La première traite était payable vers le 20 septembre, et l'autre l'était vers le 25 ou 26. « M. Cazes, dit le témoin, me demanda si ces traites seraient payés. Je répondis que je voyais sur l'une de ces traites la signature de J. J. Bosc, de Bordeaux, dont je connaissais la solvabilité. Cazes dit encore que ces traites étaient à un de ses amis employé dans un bureau. »

La traite signée J. J. Bosc, est représentée au témoin qui croit bien la reconnaître. Il déclare que dès long-temps il connaissait la signature de M. J. J. Bosc et la solvabilité de cette maison. Lecture est donnée de sa déposition écrite, de laquelle il résulte qu'il avait remarqué que l'endos de J. J. Bosc était le troisième sur la traite.

Le sieur Duquin, ouvrier armurier chez Behinger, dépose des mêmes faits. Cazes lui dit qu'il avait été obligé de partir pour Rouen pour toucher des billets. Le 9 octobre au matin, il vit un jeune homme venir deux fois à la boutique de Lefauchaux, arquebusier, chercher Cazes. Ils s'en allèrent ensemble du côté de la place du Louvre.

M. le président: Vous êtes sûr que c'est le 9 octobre au matin? — R. J'en suis sûr. — D. Quelle heure était-il? — R. Vers une heure, une heure et demie. — D. Reconnaissez-vous ce jeune homme dans l'accusé? — R. Je crois bien que c'est lui.

M. le président: Montrez au témoin le pantalon de Verninac.

Duquin: Il avait bien un pantalon chocolat, comme celui-là.

M. le président: Verninac, qu'avez-vous à dire?

Verninac: A cette heure là j'étais à mon bureau.

M. le président: On peut bien sortir du bureau quelques instans. (Au témoin) Avez-vous vu les billets de Cazes?

Duquin: Oui, Monsieur, je les ai vus. Cazes m'a dit que c'était un jeune homme de Cahors, employé aux postes, qui les lui avait remis.

M. le président: Êtes-vous sûr qu'il vous a dit que ce jeune homme était employé à la poste?

Duquin: Oui, Monsieur, je l'affirme; il me dit que ce jeune homme de Cahors était employé aux postes.

M. le président: Qu'avez-vous à dire, Verninac?

Verninac: Je réponds d'abord que j'en ai rien remis à M. Cazes, que ce n'est pas moi qui ai été le chercher le 9 octobre. Je fais observer ensuite que je ne suis pas de Cahors, j'en suis à plus de vingt lieues.

M. le président, au témoin: Vous êtes bien sûr d'avoir vu Cazes, le 9 octobre, causer avec un jeune homme?

Duquin: Oui, Monsieur, deux fois.

M. le président: Cazes s'est en allé avec ce jeune homme, et depuis vous ne l'avez plus revu?

Duquin: Je ne l'ai plus revu jusqu'à l'assassinat.

La femme Recoul, portière, a vu Cazes, le 9 octobre, vers 4 heures. Il lui dit qu'il allait faire un petit tour et ne revint plus.

M. le président: Vous rappelez-vous si ce jour-là Cazes est rentré coucher?

La femme Recoul: Non, Monsieur, il n'est pas rentré.

M. le président: MM. les jurés, retenez bien ce fait. (Au témoin) Cazes couchait-il habituellement?

Le témoin: Non, Monsieur, il était fort rangé.

M. le président: C'est ce jour-là que Cazes est allé coucher chez le témoin Gigot.

Recoul, frotteur, mari du précédent témoin, confirme en tout point sa déposition. Le 8 octobre, à son retour de Rouen, Cazes revint à l'hôtel et coucha selon son habitude avec Dublé son camarade de lit.

M. le président: Ce fait est important; il confirme, en cette partie, la déposition de Dublé. (Des conversations particulières sont engagées au banc des avocats.) Je recommande le silence, ajoute M. le président; je le recommande surtout au jeune barreau; il aura le temps de parler quand il viendra aux assises défendre les accusés. En attendant, qu'il s'instruise. (Le silence se rétablit; quelques jeunes stagiaires se permettent de sourire.)

M. Allard, chef du service de sûreté de la ville de Paris, est entendu: « Par suite de l'arrestation de Dublé, dit le témoin, on l'accompagna dans une perquisition. Je lui demandai en route quelle était son opinion sur l'assassin de Cazes. Ce jeune homme me paraissait fort calme, et tout en lui annonçait un homme innocent. Je lui demandai s'il connaissait les ennemis que Cazes pouvait avoir. Il me dit qu'il n'en avait pas.

« Et ses amis? lui demandai-je. — Ses amis sont les ouvriers avec lesquels il travaille. » Je repris: « Cazes a dû nécessairement périr victime de quelque haine, car il n'a pas été volé. On a trouvé sur lui les 10 fr. qu'il avait emportés. Cazes, ajoutai-je, ne vous a-t-il pas parlé de billets? » A ces mots, il dit: *Ah!* Il fit une exclamation. Il me déclara alors que Cazes avait été lié avec un jeune homme de bonne famille qui le chargeait de toucher des billets pour son compte dans une rue où il ne voulait pas aller, parce qu'il y avait des parens. Je lui demandai pourquoi il n'y allait pas lui-même. Il me répondit: « C'est parce que ces billets venaient d'un usurier, et que comme son parent habitait la maison où les billets étaient à recevoir, il ne voulait pas faire connaître cela. » Il me dit encore qu'à raison de cela Cazes avait disparu pendant quelque temps pour sauver l'honneur de ce jeune homme. Tout cela était bien confus, je pressai Dublé de questions, je lui demandai le nom de ce jeune homme; il ne put se le rappeler. Je lui demandai sa demeure. Il me répondit qu'il avait habité rue des Vieux-Augustins une maison à côté d'un bottier. Je me dirigeai tout desuite vers cet endroit. Je demandai à Dublé quelle était la profession de ce jeune homme; il me dit qu'il était employé aux postes ou aux douanes. Il ajouta que son frère était employé dans la marine, et qu'il avait récemment amené à Paris une colonne (l'obélisque de Luxor). J'entrai dans la maison et je demandai si on n'y logeait pas un jeune homme employé aux postes ou aux douanes. On me dit que Verninac-Saint-Maur n'y logeait plus...

M. le président: Permettez-moi de vous interrompre, témoin; vous n'avez pas aussi facilement obtenu ces renseignements

plus dans l'hôtel. Je lui demandai s'il connaissait sa nouvelle demeure. Il répondit que non. Je demandai le livre du garni. Le portier me répondit: « C'est inutile, puisque je vous dis qu'on ne connaît pas la nouvelle demeure de M. Verninac de St-Maur. » Une jeune fille qui était là alla chercher la maîtresse de l'hôtel, qui était dans une maison voisine. Le portier, pendant ce temps, avait l'air inquiet; il me suivait des yeux avec anxiété; je l'observais aussi de mon côté. Son air mystérieux me semblait étrange. Je me doutais bien qu'il voulait donner un avertissement à la maîtresse de l'hôtel. Je l'observais et entendis distinctement qu'il lui disait: « Il y a là un Monsieur qui est venu me demander l'adresse de M. Verninac. Je lui ai dit que je ne la savais pas. » La maîtresse lui répondit: « Vous avez bien fait. » Je m'approchai alors et je demandai à cette dame l'adresse de Verninac. Elle me répondit d'un ton sec: « Je ne la connais pas. » Je lui dis: « Vous la connaissez, car je viens d'entendre ce que vous a dit votre portier. » Je tirai alors ma ceinture, je déclarai ma qualité et je lui dis: « Si vous ne donnez pas cette adresse, vous serez arrêtée. » Elle me dit alors: « M. Verninac demeure actuellement rue de Rivoli, 10, avec M^{me} Dulac. » Je m'y rendis aussitôt; l'accusé n'y était pas. Il fut quelques instans après arrêté aux postes mêmes; c'était un dimanche et il était de garde.

Verninac: On ne m'a pas arrêté; on m'a dit de venir à la préfecture de police.

M. le président: C'est-à-dire que vous avez cru que vous n'étiez pas arrêté parce qu'on a usé de procédés à votre égard, à raison du lieu où vous étiez, et probablement aussi de votre famille.

Verninac: Il y a dans le bureau un escalier dérobé qui conduit à la rue Coq-Héron. Si j'avais eu quelque chose sur la conscience j'aurais bien pu me sauver en attendant qu'on me demandât à la police. J'ai été déposé tranquillement ma blouse; j'ai pris ma redingote, et je me suis rendu à la police. Si j'avais craint quelque chose, je ne serais pas descendu dans la rue J.-J. Rousseau, j'aurais pris la rue Coq-Héron et on ne m'aurait plus revu.

M. Allard: Oh! c'est autre chose! On attachait trop d'importance à votre arrestation pour vous laisser échapper. Il y avait là des hommes dévoués qui ne vous auraient pas perdu de vue.

Verninac: J'étais si peu troublé, que j'ai dit aux employés: « On me demande à la préfecture, savez-vous ce qu'on peut me vouloir? » Et je m'en allai bien tranquillement.

M. Allard: Il y avait des surveillances établies partout, aux postes, rue St-Augustin et rue de Rivoli. C'est la surveillance placée à l'Hôtel des Postes, qui a arrêté l'accusé.

Verninac: Le Monsieur qui est venu me demander était habillé de noir.

M. Allard: C'était M. Canler, agent principal de la police de sûreté.

M. le président: Nous ordonnons que M. Canler sera cité immédiatement.

Henri Dublé, arquebusier, est introduit. (Vif mouvement d'intérêt et de curiosité.)

M. le président: Vous étiez l'ami et le camarade de lit du malheureux Cazes? — R. Oui, Monsieur. — D. Combien de temps avez-vous vécu ainsi avec lui? — R. Un an et demi. — D. Vous travailliez avec lui chez M. Lefauchaux? — R. Oui, Monsieur. — D. A quelle époque vous a-t-il parlé, pour la première fois, d'un employé des postes avec lequel il se disait lié? — R. Au mois d'octobre 1834. — D. Où vous a-t-il dit que cet employé demeurait? — R. Rue des Vieux-Augustins.

M. le président: Effectivement vous avez conduit là, lors de votre arrestation, le chef de la police, Cazes vous a-t-il dit que cet employé des postes le chargeait de billets à toucher? — R. Oui, Monsieur. — D. Avant de savoir qu'il s'appelait Verninac, sous quelle désignation Cazes vous avait-il indiqué cet employé? — R. Il me disait qu'il était employé aux postes. — D. Avez-vous vu quelques-uns de ces billets? — R. J'en ai vu un, c'était un billet de 200 fr. J'ai même eu quelques heures les 200 fr. dans ma malle. — D. Cazes vous a-t-il dit qu'il ait eu plusieurs fois des billets à toucher pour l'employé des postes? — R. Oui, Monsieur, plusieurs fois. Les billets dont il m'a parlé peuvent s'élever à deux ou trois. — D. A quelle époque avez-vous vu le billet de

200 fr., et avez-vous eu les 200 fr. espèces dans votre main? — R. C'est quel temps avant son départ pour Rouen.

M. le président: Vites-vous le jeune homme venir chercher les 200 f.?

Dublé: Non, Monsieur; Cazes monta et me dit: « Le jeune homme vient chercher l'argent; voulez-vous me le donner? »

M. le président: Saviez-vous, lorsqu'il vous disait cela, quel était ce jeune homme?

Dublé: Je ne le demandai pas; mais je compris que c'était le jeune homme employé aux postes. Je le compris ainsi, parce qu'il me l'avait déjà dit. Je compris que c'était pour l'employé aux postes, pour Verninbac en fin. Quand il disait ce jeune homme des postes, je comprenais Verninbac, parce qu'antérieurement il m'avait dit que l'employé aux postes était Verninbac.

M. le président: Le 25 septembre, Cazes a-t-il couché avec vous?

Dublé: Oui, Monsieur.

M. le président: Votre mémoire n'est pas fidèle: la veille de son départ, il a couché.

Dublé: Le jour de son départ, il est venu à onze heures du soir, et m'a dit que des affaires le forçaient de partir, et qu'il serait absent dix jours. Je lui demandai le motif de son subit départ; il me dit: « Je vous l'écrirai. »

M. le président: Quel jour l'avez-vous revu?

Dublé: Le 8, le jour de son arrivée, à onze heures du matin, il est venu à l'atelier chez M. Pirmé.

M. le président: Est-ce le matin qu'il vous a parlé des motifs qui l'avaient forcé à partir pour la province?

Dublé: Oui, Monsieur, c'est le matin même. Il me dit: « Vous savez bien, l'employé aux postes, il m'a remis un billet à toucher. Ce billet a été reconnu pour avoir été un prêt à usure. Alors cela aurait pu me compromettre. J'ai été obligé de partir, et le jeune homme m'a donné 100 fr. pour partir. »

M. le président: Avez-vous revu Cazes le 8?

Dublé: Oui, le 8 au soir, il a couché avec moi. Il m'a encore parlé des motifs de son voyage. Il me dit: « Si la police vient encore me demander, je dirai que c'est lui, que c'est de lui que je tiens ces billets. Il s'en tirera comme il pourra. »

M. le président: Etes-vous bien sûr que ce jeune homme, dont parlait Cazes fut Verninbac? — R. Je suis bien sûr que Cazes m'avait nommé Verninbac; oui, il me l'avait nommé plusieurs fois.

M. le président: Etes-vous, le 9 au matin, sorti avec Cazes?

Dublé: Non, Monsieur, je l'ai laissé au lit; je suis sorti vers six heures.

M. le président: Est-il revenu au garni dans la journée?

Dublé: Oui, il est revenu dans la journée, car j'ai retrouvé un petit outillage que je lui avais prêté.

M. le président: Vous êtes bien sûr que Cazes vous dit le 8 au soir: « Si la police me tourmente encore je nommerai le jeune homme, je dirai que c'est lui qui m'a remis les billets. » En disant cela a-t-il nommé la personne?

Dublé: Non; mais j'entendais bien que c'était de Verninbac qu'il était question.

M. le président: Vous affirmez tout cela à justice sous la foi du serment?

Dublé: Oui, monsieur, je l'affirme.

M. le président: Accusé, qu'avez-vous à dire?

Verninbac: C'est une énigme, je n'y comprends rien.

M. le président: Comment le témoin aurait-il pu deviner, comment Cazes aurait-il pu inventer que l'employé aux postes avait un frère employé à la marine, qui selon son expression aurait amené à Paris une colonne?

Verninbac: Je le répète, je ne puis expliquer cela: c'est une énigme pour moi.

On représente au témoin Dublé les habits et la casquette que le malheureux Cazes portait le 9 au matin. Dublé, en les reconnaissant, ne peut cacher son émotion.

M. Paillet: Lorsque Dublé a été arrêté, on a trouvé sur lui des billets de commerce: d'où lui provenaient-ils?

Dublé: Je les avais trouvés place des Victoires.

M. le président: Ces billets, qui ont été trouvés sur vous, n'étaient pas des billets de commerce, mais des billets de banque. Ils étaient des billets qui avaient été remis à un mandataire qui avait été chargé de recouvrer. Il a été prouvé que Dublé était parfaitement innocent à cet égard.

L'audience est suspendue à une heure et demie.

A la reprise de l'audience, l'audition des témoins continue.

Le sieur Drouhaut, tailleur à Bourges, déclare qu'il est venu à Paris au mois d'octobre, qu'il a vu Cazes le 9 octobre le matin, vers 9 heures et demie, rue du Coq-Saint-Honoré, en face de son atelier; que Cazes lui avait proposé de le prendre à son hôtel le dimanche suivant, pour aller dîner avec Verninbac, et qu'il se proposait de le voir dans la journée.

L'accusé: Je ne puis pas empêcher que Cazes n'ait fait cette proposition au témoin.

La dame Renard: Je demeurais sur le même carré que Cazes; je l'ai vu le 9 au matin à 9 heures, rue Rivoli, 10. Je lui ai demandé ce qu'il faisait là; il m'a répondu qu'il attendait une personne, dont il voudrait bien être débarrassé; je l'ai rencontré une seconde fois vers 4 heures sur mon carré; il m'a dit qu'il avait enfin trouvé la personne qu'il attendait; que si j'avais attendu une seconde de plus, j'aurais vu cette personne comme lui. Je lui ai demandé s'il était débarrassé enfin de cet individu, il m'a répondu: « Pas tout-à-fait, mais bientôt: nous devons aller dîner ensemble à Neuilly. » Je lui ai fait observer qu'il faisait bien mauvais temps, il m'a répondu qu'il y avait des voitures.

L'accusé: Je remarque que le témoin prétend avoir vu Cazes devant ma maison, rue Rivoli, à 9 heures, et cependant M. Drouhaut, précédent témoin, a déposé qu'il avait vu Cazes dans la boutique de l'armurier à la même heure.

On appelle M^{lle} Joséphine Dulac. (Vif mouvement de curiosité dans l'auditoire.)

Cette jeune personne est vêtue de noir (elle porte le deuil de son père); sa figure est douce, jolie et régulière; mais elle est pâle et porte l'empreinte de la souffrance. Elle fixe les yeux sur l'accusé avec le plus tendre intérêt.

Le témoin: J'ai connu Verninbac à Bourges, de vue seulement. Je l'ai rencontré à Paris, et dès lors nous ne nous sommes plus quittés. Je l'ai connu deux mois avant qu'il ne viât demeurer rue de Rivoli. C'est au mois de mai que nous avons commencé à faire bourse commune.

M. le président: Mettiez-vous de l'argent dans cette bourse commune?

La demoiselle Dulac: Oui, Monsieur: Je travaillais de mon état de lingère, je travaillais pour plusieurs personnes. (Le témoin les désigne.) Je gagnais deux ou trois francs, trois ou quatre francs par jour. J'aimais M. de Verninbac pour lui et non par intérêt; il n'est pas vrai que j'ai vécu à ses dépens, ou qu'il m'ait jamais rien donné.

M. le président expose au témoin plusieurs passages de ses lettres et notamment celui-ci: « Depuis six mois que nous vivons ensemble tu n'as cessé de faire des dépenses pour moi. »

Le témoin: J'entendais par là les frais de mes voyages. Jamais il n'a rien dépensé pour ma toilette: on a fait des perquisitions chez moi; on nous a donc les robes, les plumes, les diamans qu'il m'aurait donnés? J'ai été élevée dans la pauvreté. Je suis habituée aux privations, et lorsque M. de Verninbac dépensait cent sous pour moi je trouvais que c'était une grande dépense. (Sensation.)

« Je répète que je n'ai jamais reçu de cadeaux de M. de Verninbac. Le loyer de la rue de Rivoli coûtait deux cent cinquante francs; nous avions acheté pour deux cents francs de meubles; nous dépensions quarante sous par jour en tout pour notre déjeuner et notre dîner. Vous voyez que nos dépenses n'étaient pas considérables. »

M. le président: Comment avez-vous connu Cazes? — R. Lorsqu'il est venu déjeuner chez nous; c'était le croix du 20 au 30 septembre. — D. Vous êtes arrivée à Paris le 9 octobre. A quel moment avez-vous vu Verninbac? — R. Dans la cour des messageries, avec M. Delatre. — D. A quelle heure avez-vous dîné? — R. A 6 heures un quart ou 6 heures et demie. — D. A quelle heure est-il sorti? — R. A 7 heures un quart ou sept heures et demie; il m'a dit qu'il allait chez son oncle. — D. A quelle

heure vous êtes-vous couché? — R. Aussitôt après, et je me suis endormie de suite. — D. Avez-vous entendu frapper à votre porte? — R. Non. — D. A quelle heure Verninbac est-il rentré? — R. Je ne sais. — D. Vous avez dit que vous aviez été réveillée par la lumière qu'il portait, et qu'il était neuf heures et demie? — R. Lorsque je me suis éveillée, je lui ai dit: « Te voilà! » Il m'a répondu: « Il y a déjà long-temps que je suis revenu, mais je craignais de t'éveiller. » — D. Lui avez-vous demandé d'où il venait? — R. Non. — D. Cela est extraordinaire? — R. Du tout; il m'avait dit qu'il allait chez son oncle, je n'avais pas besoin de lui demander d'où il venait.

M. le président: Que s'est-il passé au dîner du lendemain? — R. Rien d'extraordinaire; on a parlé de choses indifférentes. — D. S'est-on servi du couteau-poignard? — R. Oui, pour découper. — D. Le 9, la veille s'en est-on servi? — R. Non; cependant il était sur la table. — D. Verninbac l'a-t-il emporté avec lui en sortant? — R. Non, Monsieur, j'en suis sûre: je l'ai serré en ôtant le couvert. — D. Le 9, dans la journée, vous avez vu venir Cazes chez vous; que vous a-t-il dit? — R. Il m'a parlé du pays d'où il savait que j'arrivais; je lui ai appris la mort de mon père. Je lui ai dit que s'il voulait voir M. Verninbac, il n'avait qu'à revenir à six heures et demie; il m'a dit qu'il n'avait pas le temps.

L'un de MM. les conseillers donne lecture des différens interrogatoires subis par la demoiselle Dulac; M. le président et M. l'avocat-général font remarquer au témoin les variations que présentent ses interrogatoires écrits et ses réponses actuelles.

Le témoin persiste dans ses nouvelles déclarations.

La demoiselle Dulac a constamment répondu aux divers interpellations qui lui ont été adressées, du ton le plus convenable et avec beaucoup de présence d'esprit.

A peine est-elle de retour à sa place, que M^{lle} Cécile Lacroix s'élance vers la Cour: « M. le président, s'écrie-t-elle, je demande à me justifier des propos que M^{lle} Dulac a tenus sur mon compte. »

M. le président: Tout cela ne nous regarde pas, retournez à votre place. (M^{lle} Cécile Lacroix se rassied d'un air très-contrarié.)

M^{lle} Trion: J'ai connu M. Verninbac chez M^{lle} Dulac. Je suis allée pour voir cette demoiselle, le 9 octobre. J'ai frappé à la porte deux fois: il était environ 8 heures 1/2; on ne m'a pas répondu. J'ai le lendemain rencontré M. Verninbac. Je lui ai fait part de ma visite, il m'a dit que probablement ils étaient couchés. Je suis venu le lendemain 10 pendant le dîner: on a parlé de choses indifférentes. Je n'ai pas entendu dire à ce dîner qu'un homme ait été assassiné sur la route de Neuilly de quatre coups de poignard. Je n'ai pas remarqué que M. Verninbac fût autrement qu'à son ordinaire.

La femme Taillefer: J'étais portière de la maison rue de Rivoli du temps que M. Verninbac y habitait. J'ai vu M. Verninbac le 9, il paraissait soucieux. Il est sorti le soir. J'ai fermé ma porte après que M. Verninbac est rentré. Il était à peu-près 10 heures moins un quart.

M. le président: L'avez-vous bien reconnu lorsqu'il est rentré; l'avez-vous bien vu? — R. Oui. — D. Verninbac n'a-t-il pas une manière ordinaire de monter l'escalier?

— R. Mais il monte l'escalier comme tout le monde. (On rit.)

Un juré: Le témoin a-t-il remarqué si l'accusé lorsqu'il est rentré avait le pantalon déposé sur le bureau?

Le témoin: Je ne l'ai pas remarqué.

Un juré: Est-il possible qu'une personne entre et monte l'escalier sans être aperçue?

Le témoin: Oui, Monsieur, quand on n'est pas là.

M. le président: Il est clair que quand il n'y a personne là, on ne voit pas entrer. (On rit.)

M. le président rappelle la demoiselle Trion, et demande à la portière si elle se rappelle avoir vu cette demoiselle venir.

Le témoin: Non, Monsieur.

M. le président donne quelques détails sur l'appartement de la maison rue de Rivoli qu'il a visité; il invite par deux fois MM. les jurés à visiter aussi cette maison.

Le sieur Barbier, armurier, travaillant dans le même atelier que Cazes: Le vendredi 9 octobre, j'ai vu un individu d'environ 30 ans, qui est venu pour voir Cazes; il lui a fait signe de sortir, Cazes est sorti dans la rue avec cet individu et n'est pas revenu.

M. le président: Comment l'accusé est-il entré?

Le témoin: Non, j'en suis sûr. L'individu en question était un grand et fort homme. (Sensation.)

M. le président: Etes-vous bien sûr que ce n'est pas l'accusé?

Le témoin: Très sûr.

Sur la demande de M^{le} Paillet, on donne lecture de la déposition écrite du témoin, déposition faite le 13 octobre, trois jours après l'assassinat. Cette déposition présente le même fait, avec cette circonstance, que le témoin dit « avoir remarqué que Cazes, après avoir causé avec l'inconnu, est devenu pâle et s'est éloigné vivement avec lui. » (Nouvelles marques de sensation dans l'auditoire.)

La demoiselle Guillaume, employée dans le bureau de tabac de la rue Saint-Louis-Saint-Honoré: Je reconnais l'accusé pour l'avoir vu venir au bureau plusieurs fois.

L'accusé: Le témoin se souvient-il m'avoir vu venir chercher du tabac de Maryland le 9 octobre au soir?

Le témoin: Je me souviens avoir vu l'accusé trois jours avant son arrestation, venir dans la soirée pour chercher du tabac.

M. le président: Était-ce le 9 octobre? — R. Je ne sais pas.

L'accusé: J'ai été arrêté le 11 octobre; or, le 9, le 10 et le 11, cela fait trois jours.

M. le président: Cela ne fait qu'un jour franc, qui était le 10?

M^{le} Paillet: Oui, suivant la manière légale de compter et d'après le Code de procédure; mais suivant la manière de parler et l'usage, cela fait à peu près trois jours.

M. le président: Comment avez-vous su que la personne arrêtée comme auteur de l'assassinat était le jeune homme qui venait souvent acheter du tabac?

Le témoin, souriant: Madame... qui tenait le bureau savait son nom, et l'ayant vu dans le journal elle me dit: « C'est ce jeune homme qui vient souvent, vous savez, qui est très bien... qui est joli garçon. (Mouvement général d'hilarité partagé par la Cour et par l'accusé lui-même qui rougit un peu et se cache la figure dans ses mains.)

M. le président: Enfin votre maîtresse vous a dit: « C'est ce joli garçon qui vient souvent? »

Le témoin: Oui, monsieur.

Le sous-chef de la brigade de sûreté, qui a arrêté Verninbac le 11 octobre est entendu. « Je me suis rendu à l'administration des postes, dit-il, muni de l'ordre d'arrestation. J'étais seul. J'ai fait connaître à M. le directeur quel était l'objet de ma visite. Il a fait venir Verninbac; je n'ai pas dit à ce dernier que je venais pour l'arrêter. Je lui ai dit qu'un jeune homme arrêté à la Préfecture de police se réclamait de lui: il est allé changer de vêtement, quitter sa blouse de service et prendre sa redingote; il m'a suivi. Chemin faisant, il m'a beaucoup interrogé au sujet de ce prétendu jeune homme; je ne sais quel conte je lui ai bâti, et nous sommes arrivés, tout en causant, à la Préfecture de police. »

Un juré, au témoin: L'accusé a-t-il fait quelque difficulté pour vous suivre? — R. Aucune.

L'accusé, d'un ton animé: J'ai suivi monsieur sans la moindre difficulté. Il était seul, et certes j'aurais pu m'échapper. Si j'avais été coupable du crime affreux dont on m'accuse, le seul mot de Préfecture de police m'aurait effrayé, m'aurait donné de vives inquiétudes; cet agent était seul, il m'aurait été facile de m'évader.

L'audience est levée à 5 heures et renvoyée à demain 10 heures.

NÉCROLOGIE.

M. LE PROFESSEUR BELLOT.

La Suisse française vient de perdre son plus habile jurisconsulte, par la mort de M. le professeur Bellot, arrivé le 17 mars dernier; et nous qui l'avons connu personnellement et qu'il a honoré de son estime, nous ne craignons pas de nous rendre ici l'organe des jurisconsultes français, en mêlant l'expression publique de nos regrets au

témoignage universel de reconnaissance et de douleur que ses concitoyens ont donné à sa mémoire, lorsque la triste nouvelle de sa perte inattendue s'est répandue dans la ville de Genève.

M. P.-F. Bellot naquit le 4 janvier 1776, et il se prépara par l'étude des mathématiques à celle de la jurisprudence, entrevoyant dès son jeune âge tout le parti que son esprit grave et méthodique pourrait tirer de la culture des sciences positives. Il devint avocat en 1798, exerça cette profession auprès des Tribunaux de Genève, jusqu'au moment où cette ville fut séparée de la France, pour constituer le vingt-deuxième canton de la confédération suisse.

Ce fut alors que M. Bellot entra dans les fonctions publiques; il devint conservateur des hypothèques, et membre du Conseil représentatif; il fut réélu à ce Conseil en 1825 et 1835, et prit une part active aux travaux législatifs les plus importants qui ont signalé les sessions de cette assemblée pendant qu'il en fit partie.

Celui de tous ces travaux qui répandit le plus d'illustration sur M. Bellot, fut, sans contredit, la loi sur la procédure civile, décrétée le 29 septembre 1819. Les principes de la procédure française ont été singulièrement simplifiés, et dès lors améliorés dans ce Code qui excita l'attention des principaux jurisconsultes de l'Europe, lors de son apparition. Un jeune avocat français, qui donnait les plus belles espérances, et qu'une mort prématurée est venue enlever à une famille célèbre dans les rangs de laquelle il eût figuré dignement (1), M. Millelot, rendit compte de ce Code dans la *Thémis*, et porta le jugement le plus honorable sur le travail de M. Bellot. Il résuma ainsi sa pensée, qui est celle de tous ceux qui ont lu ce Code remarquable:

« Un jour, peut-être, nous profiterons à notre tour des modifications apportées par les Genevois aux lois que nous leur avons données. » M. Dupin aîné ratifia ce jugement de son élève, en disant dans sa *Bibliothèque du droit*: « La loi (de procédure civile du canton de Genève) et l'exposé des motifs sont deux œuvres remarquables par la nouveauté des vues, par l'esprit d'amélioration qui y domine, et par une heureuse conciliation des principes ou saines théories avec les exigences de la pratique. C'est la procédure française rendue rationnelle par un esprit philosophique et nullement systématique. M. l'avocat Bellot a puissamment contribué aux nombreuses améliorations introduites dans la législation du canton de Genève. Esprit éminemment lucide et progressif, très habile praticien, il réunit toutes les qualités désirables dans un réformateur des lois. »

Rappeler de pareils éloges, c'est suffisamment faire connaître l'étendue de la perte que la science de la législation vient d'éprouver par la mort de M. Bellot. Malheureusement la première partie de l'exposé des motifs du Code de procédure de Genève a seule été imprimée. Relativement à la seconde partie de cet ouvrage, l'auteur m'écrivait en ces termes le 14 novembre 1833:

« Des travaux d'une autre nature qui m'ont été imposés, joints aux occupations nombreuses et journalières des emplois que j'occupe, m'ont empêché jusqu'à présent de mettre au net et de publier la seconde partie. Tous mes matériaux sont prêts, et j'en ai fait usage dans les cours publics que j'ai été appelé à donner comme professeur de notre académie. »

Ainsi, on peut espérer que la famille de M. Bellot s'empressera de publier ce travail qui ne peut qu'ajouter encore à la haute estime dont il a joui parmi les jurisconsultes Européens. J'ajouterai que j'ai lieu de croire que M. l'avocat-général Victor Foucher va comprendre le Code de procédure civile de Genève et l'exposé des motifs qui le précède, dans l'une des plus prochaines livraisons de sa *Collection des lois civiles et criminelles des Etats modernes*, publication à laquelle M. Bellot prenait le plus vif intérêt.

Il est aussi vivement à désirer que l'on recueille les travaux nombreux auxquels ce savant publiciste s'est livré sur la propriété réelle et sur la réforme du système hypothécaire; on sait en effet qu'il laisse d'importants matériaux sur cette partie difficile du droit.

M. Bellot fut l'un des rédacteurs des *Annales de législation et de jurisprudence* qui parurent à Genève de 1820 à 1822, par les soins de MM. Dumont, de Sismondi, Rossi, etc, et qui furent supprimées par des circonstances indépendantes de leur volonté. Il a publié dans ce recueil un article sur le *Mariage considéré sous le rapport du pouvoir auquel il appartient d'en régler les formes et les conditions*.

Nous ajouterons aux détails contenus dans cette Notice que M. Bellot avait été nommé en 1819 professeur honoraire de procédure et de législation civile et commerciale, à l'Académie de Genève, et qu'en 1821, il devint professeur ordinaire à la même Académie.

Dans la séance du Conseil représentatif du 18 mars dernier, M. le premier syndic Rieu et M. le professeur de la Rive ont prononcé des discours en l'honneur de M. Bellot, qui fut l'un des membres les plus distingués de cette assemblée; et une sorte de deuil public a témoigné des profonds et sincères regrets que la perte de cet homme a occasionnés à tous ses concitoyens.

A. TAILLANDIER,
Conseiller à la Cour royale de Paris.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

M. Apetit-Durand, juge au Tribunal de première instance de Clermont, est mort samedi dernier. La perte de ce magistrat, distingué par une haute capacité et un esprit fin et cultivé, sera vivement sentie.

— On écrit de Pont-l'Évêque, le 8 avril 1836:

« Un événement fort extraordinaire a eu lieu dans la commune de Surville, voisine de Pont-l'Évêque.

« Les époux Larivière, vieillards septuagénaires, faisaient l'un et l'autre un usage immodéré des liqueurs spiritueuses. Un habitant de Pont-l'Évêque, qui les avait visités avant-hier soir et les avait laissés dans un état complet d'ivresse, retourna à leur domicile hier matin; mais de quel sentiment d'horreur ne fut-il pas saisi en apercevant à peu de distance du foyer, quatre jambes! le surplus du corps des deux époux était entièrement consumé.

« Bientôt la justice est informée; le procureur du Roi et son substitut se transportent sur les lieux, accompagnés du docteur Joly, et ils remarquent entre autres choses auprès du monceau de cendres qui furent les époux Larivière, une matière huileuse et noirâtre, résultat de la combustion de leur corps. Il paraît certain que la mort des époux Larivière offre un nouvel exemple d'une double combustion humaine; telle est l'opinion générale. »

— Le 13 janvier dernier, à nuit close, le cadavre d'un enfant nouveau-né fut trouvé par François Lafarge, femme Lalande, dans une étable à cochons, gisant à terre et horriblement mutilé par ces animaux. La femme Lalande conçut aussitôt des soupçons sur M. Lafarge, sa servante. Marie Lafarge, interrogée, avoua que le même jour, vers une heure avant le coucher du soleil, elle s'était accou-

(1) M. Millelot était proche parent de MM. Dupin, et il débuta au barreau sous les auspices de M. Dupin aîné.

chée près d'un petit châtaignier, dans un bois appartenant à M. Jounthou; mais que son enfant était né mort, et qu'elle l'avait déposé dans l'étable où il avait été trouvé. Des médecins appelés constatèrent que l'enfant était né viable et vivant, et que les fractures qui existaient à la tête du nouveau-né avaient été la suite des violences exercées par la pression d'une main criminelle. De plus, on remarquait dans l'étable, à la hauteur de deux pieds, une empreinte qui paraissait être celle laissée par la tête de l'enfant fortement pressée contre une pierre qui faisait saillie dans le mur.

Traduite le 7 avril devant la Cour d'assises de la Dordogne (Périguenx), Marie Lafarge, âgée de 38 ans, et d'une figure repoussante, a avoué qu'elle était devenue, le 13 janvier dernier, mère pour la troisième fois; elle a expliqué d'une manière fort vague ce qu'elle avait fait de ses deux enfants, et a soutenu que son dernier né était mort en venant au monde.

Après une assez longue délibération, Marie Lafarge a été déclarée coupable de meurtre volontaire, mais avec des circonstances atténuées; elle a été condamnée à dix ans de reclusion et à l'exposition. Si les circonstances atténuantes n'eussent pas été déclarées, Marie Lafarge eût été condamnée à mort, d'après nos lois pénales actuelles sur le crime d'infanticide.

PARIS, 15 AVRIL.

MM. Pierre-Jacques Chapon, Augustin-Zoé Damoreau, Victor frère, Florentin Lugan et Louis-Alexandre Bruneau, le premier-président, les deux suivants juges, et les deux derniers juges-suppléants au Tribunal de commerce de Meaux, étaient présents aujourd'hui à l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour royale, et ont prêté serment.

Il est rare que les membres des Tribunaux de commerce des départements du ressort de la Cour, ne profitent pas de la disposition de l'art. 629, qui leur permet de prêter serment, en vertu d'une délégation obtenue de la Cour royale, devant le Tribunal de première instance de leur résidence.

Six mille francs pour un port de lettre! C'est bien cher, dirait-on. Il est vrai qu'il s'agissait de négociations royales, et que le courrier chargé de remettre la lettre a été obligé de faire (ce que bien certainement ni vous ni moi n'aurions fait à sa place) plus de 600 lieues en 7 jours à franc étrier.

Voici le fait. En 1829 M. le marquis de Barbacéna avait été chargé par l'empereur don Pedro de le représenter dans les préliminaires de son mariage avec la princesse qui, depuis, s'est assise avec lui sur le trône du Brésil. M. le marquis était à Stuttgart lorsqu'il reçut de Calais une dépêche qui lui était apportée par un courrier nommé Olivieri. Que contenait cette dépêche? Sans doute quelques nouvelles du plus haut intérêt; car M. l'ambassadeur quitta sur-le-champ le lieu où il était et revint à Calais, en faisant précéder sa voiture par le même Olivieri.

A la fin du voyage, le courrier présenta son compte. L'exactitude, disons mieux, la célérité incroyable qu'il avait mise dans l'exécution de sa mission, méritaient bien une récompense, surtout si on réfléchissait que lui, courrier obscur qu'il était, avait tenu dans ses mains le secret d'une affaire des plus graves et dont peut-être une simple chute, un simple écart du cheval (à quoi tiennent souvent les destinées humaines!) eût pu compromettre le succès. Il réclama donc six mille francs.

D'acomptes en acomptes, de pour-parlers en pour-parlers, on arrivait aujourd'hui devant la 1^{re} chambre du Tribunal, présidée par M. Debelleye, où par l'organe de M^e Baroche, Olivieri demandait satisfaction définitive.

M^e Bavoux, avocat de M. le marquis de Barbacéna, aujourd'hui demeurant en Angleterre, prétendait que son client avait payé et plus que payé. « C'est M. le marquis, disait-il, qui a soldé les dépenses du retour; et quant aux autres frais, il y a long-temps que Olivieri en a donné quittance. » Il opposait d'ailleurs l'imprescriptibilité et la prescription.

Comptes examinés, Olivieri entendu, explications fournies de part et d'autre, le Tribunal a pensé que M. de Barbacéna n'était pas entièrement libéré, et repoussant les moyens d'imprescriptibilité et de prescription sur lesquels on ne pouvait insister que faiblement, il a adjugé au courrier une somme de 1,000 fr.

Tous les jours on lit dans les Petites Affiches, des offres superbes de places à gros appointemens, pourvu qu'on verse, au préalable, un léger cautionnement de 200 fr., de 1000 fr., par exemple. Le cautionnement une fois versé, le brevet de la place n'arrive jamais à l'aspirant. C'est un piège grossier où se sont laissés prendre M. Dufour, ancien militaire, et M. Bussy, ex-huissier dans un département du centre. En débarquant à Paris ils trouvèrent sous leur main la feuille de la rue de Grenelle-Saint-Honoré, qui leur apprit qu'un certain Mayer avait établi, dans la rue Sainte-Avoie, une administration générale de la vérification des taxes des contributions directes, et qu'on se procurait là des places de caissier et autres, à 12, 15 ou 1,800 fr. par année, moyennant un faible cautionnement. M. Dufour s'empressa d'aller déposer 1000 fr. dans la caisse de M. Mayer; M. Bussy souscrivit des billets à ordre au profit de M. l'administrateur-général. Puis les nouveaux débarqués attendirent en toute confiance les brevets qu'on leur avait promis. M. Dufour voyant que les promesses de M. Mayer ne se réalisaient pas, se transporta de nouveau dans les bureaux de la rue Sainte-Avoie, et menaça de recourir au procureur du Roi, si on ne lui rendait pas son argent. M. Mayer eut peur, et faute d'argent, donna des billets à ordre au réclamant, entre autres un billet de M. Bussy, de 200 fr. Malgré ce sacrifice, M. le procureur du Roi de Joigny invita amicalement le sieur Mayer à se rendre devant le Tribunal de police correctionnelle de cette ville, où, depuis lors, il est hébergé, en vertu de sentence, aux frais de l'Etat. M. Bussy ne voulut pas payer son billet à l'échéance. M. Dufour, qui tient à rentrer dans ses fonds, assigna le récalcitrant souscripteur devant le Tribunal de commerce. « Je suis dupe comme M. Dufour, disait M. Bussy, par l'organe de M^e Venant. Pourquoi paierais-je une obligation qui m'a été soustraite par fraude? »

Le Tribunal, sous la présidence de M. Aubé, après avoir entendu M^e Schayé, s'est déclaré incompetent, attendu que les parties n'étaient pas commerçantes, et qu'il ne s'agissait pas d'un engagement commercial.

M. Perrin, l'un des artistes de la troupe du Cirque olympique, vivait heureux avec 1800 fr. d'appointemens annuels, et exempt de toute ambition. Le théâtre de la Porte-Saint-Antoine vint à s'ouvrir, et le désir de s'élever naquit aussitôt dans l'âme du modeste acteur. La nouvelle entreprise seconda merveilleusement ce vœu, et conféra à M. Perrin les titres de régisseur du théâtre, directeur de la scène, professeur, inspecteur-général, secrétaire de l'administration, examinateur des ouvrages et des auteurs non joués, outre l'emploi de comédien ordinaire. En compensation de tant d'honneurs, l'artiste dut consentir une réduction de cent écus sur son traitement; mais on fit briller à ses yeux l'espoir d'une augmentation considérable, si l'entreprise venait à réussir.

M. Perrin se livra avec ardeur aux travaux des sept fonctions dont

il était revêtu. Déjà il avait monté huit pièces, formé des élèves, et joué nombre de fois, lorsque l'administration le congédia tout à coup en lui faisant entendre, avec beaucoup de politesse, qu'on ne lui paierait ses appointemens que jusqu'à la fin d'avril. M. Perrin demandait ce soir, devant le Tribunal de commerce, présidé par M. Aubé, qu'au moins on lui payât une année entière d'appointemens, suivant les usages dramatiques, lorsque les conventions n'ont pas été rédigées par écrit.

Après quelques observations échangées entre M^{es} Beauvois et Durmont, le Tribunal a renvoyé la cause devant M. Dormeuil, du Palais-Royal, en qualité d'arbitre-rapporteur.

Un maçon comparait devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention assez grave d'avoir, dans une rixe, donné un coup de couteau si violent à son antagoniste, que le bras en a été percé d'outre en outre. Ce fait a été établi par l'instruction et par les débats. Après l'audition des témoins, M. le président procède en ces termes à l'interrogatoire du prévenu :

M. le président : Reconnaissez-vous avoir porté ce coup de couteau?

Le maçon : C'est par mégarde assurément et sans aucune intention.

M. le président : Comment! sans intention. Mais le bras a été traversé.

Le maçon : Et mon mouchoir aussi j'espère. (Il tire de sa poche et étale devant le Tribunal un vieux foulard qui porte en effet deux assez larges boutonnières). Voilà la chose. J'avais sur moi, là dans ma poche de côté, ce petit couteau...

M. le président : Ce petit couteau! Il avait un pied de long; c'était ni plus ni moins un couteau de cuisine; que faisiez-vous d'un pareil couteau tout ouvert dans votre poche?

Le maçon : Ce couteau ne me quitte jamais, parce que j'en ai besoin pour couper mon pain, mon bois, mon sucre et tout ce qui se coupe enfin; voilà pourquoi il était dans ma poche; pour lors, ayant eu des difficultés avec ce Monsieur, qui m'a pris à bras corps, mon couteau, bien malgré moi, a trouvé ma poche et mon mouchoir, et en nous débattant, il sera entré dans le bras de ce Monsieur; mais tout ça...

M. le président : Tout cela n'est ni probable, ni vrai, surtout en présence des dépositions des témoins qui vous ont vu donner le coup de couteau.

Le maçon : Oh! les menteurs! les fameux menteurs encore! C'est une vindication!

M. le président : Ils ne vous connaissaient même pas!

Le maçon, s'animent par degrés : Oh! les faux menteurs là, est-il bien possible de dire?... mais c'est pas vrai, pas vrai du tout. Je suis innocent. Oui, qu'on apporte la guillotine et faites-moi trancher la tête, je vous dirais toujours que suis innocent. (Explosion d'hilarité.)

Le Tribunal a condamné le prévenu à 6 mois de prison et à 300 f. de dommages-intérêts.

M. le président, au plaignant : Expliquez votre affaire.

Le plaignant : Mon Dieu, c'est tout ce que je demande.

M. le président : Et surtout soyez bref.

Le plaignant : Je n'ai que deux mots à dire : j'ai été battu.

M. le président : C'est un peu trop laconique; quels coups avez-vous reçus?

Le plaignant : Des coups de pied et des coups de poing, sans savoir ni pourquoi, ni comment, même que j'ai été enlevé par les jambes comme par un coup de théâtre.

M. le président : Demandez-vous des dommages-intérêts?

Le plaignant : Certainement, pardieu, certainement, si vous voulez m'en donner. (On rit.)

M. le président : Combien demandez-vous?

Le plaignant : Ma foi, tout ce que vous voudrez, le plus ne sera pas plus mal.

M. le président : Il faut déterminer une somme.

Le plaignant, se grattant la tête : Diantre, c'est difficile à calculer; il y a eu le médecin, l'apothicaire et son mémoire; et puis, mes effets, et puis, le mal avant tout; dam! je ne peux pas passer tout ça à moins de 150 francs, la main sur la conscience, encore. (On rit.)

On procède à l'audition des témoins.

Premier témoin : Que voulez-vous que je vous dise, je ne sais pas grand-chose.

M. l'avocat du Roi : Vous en saviez plus lors de l'instruction.

Premier témoin : Ah! dam! c'est que voyez-vous, comme je suis venu ici pour adoucir la chose... (Hilarité.)

M. l'avocat du Roi : Il ne s'agit pas d'adoucir la chose; il faut dire tout ce que vous savez.

Premier témoin : Ah! c'est comme ça; eh bien alors, comme je mangeais mon omelette de quatre œufs... (L'hilarité est au comble, et le Tribunal lui-même ne peut s'en défendre.) Quand le silence est rétabli on parvient à obtenir du témoin sa déclaration, que tout en mangeant son omelette de quatre œufs, il a entendu le prévenu dire que s'il ne tuait pas le plaignant, il lui en ferait voir de dures.

Deuxième témoin : J'ai vu ces deux hommes-là en train de se battre.

M. l'avocat du Roi : Et qui est-ce qui était dessous?

Deuxième témoin : C'est Monsieur. (Il désigne le plaignant.)

M. l'avocat du Roi : Et qui est-ce qui frappait?

Deuxième témoin : C'est Monsieur. (Il désigne le prévenu.)

M. l'avocat du Roi : Ainsi l'un était terrassé, et l'autre lui donnait des coups; et vous appelez cela se battre? mais je ne vois qu'un battu et un battant.

Troisième témoin : Je conduisais ce soir là une patrouille de la garde nationale; j'arrivais pour mettre la paix et le bon ordre; pour lors le prévenu me dit : « C'est bon, c'est bon, caporal, je suis comme vous de la garde nationale, laissez-moi faire. »

M. le président : Et que voulait-il faire?

Le témoin : Ma foi, tout était fini quand nous sommes arrivés.

On entend plusieurs autres témoins : à travers toute la bienveillance de leurs dépositions, percent toujours quelques faits à la charge du prévenu.

M. le président : Quel était le motif de votre querelle?

Le prévenu, souriant : C'était l'amour, mon président. (On rit.)

M. le président : Mais enfin cette querelle a eu un commencement?

Le prévenu, riant plus fort : Sans doute, des reproches, des gros mots, et des coups, voilà; c'était dans l'ordre.

M. le président : Et qui est-ce qui a porté les premiers coups?

Le prévenu, riant aux éclats : Ma foi, la première poussée a été réciproque.

Sur les conclusions du ministère public, le Tribunal a condamné le prévenu à quinze jours de prison et à 100 fr. de dommages-intérêts.

Une femme, jeune encore, et dont la figure amaigrie par la douleur et la misère conserve cependant quelques traces de beauté, est amenée comme prévenue, sur le banc de la police correctionnelle.

Elle a près d'elle un jeune enfant de trois ans, et dans ses bras elle en porte un autre qu'elle allaite en sanglotant.

Interrogée par M. le président, elle donne son nom à voix basse, et cherche à dérober ses traits aux regards du public.

M. le président : Quelle est votre demeure?

La prévenue : Ma demeure... Ah! je n'en ai pas...; je n'ai pas le moyen d'en avoir une : je n'ai plus que mes deux pauvres enfans, qui ont faim bien souvent et que je ne sais comment nourrir.

Cette malheureuse est prévenue d'avoir soustrait quelques effets qui avaient été saisis par son propriétaire pour des loyers qu'elle ne pouvait payer.

M. le président : Vous deviez plusieurs termes de loyers à votre propriétaire?

La prévenue : Hélas! oui.

M. le président : Il a cru devoir faire saisir vos meubles, et malgré cette saisie, vous en avez détourné quelques-uns pour les vendre.

La prévenue, montrant ses enfans : Je n'avais pas de pain pour eux... Ces meubles ne valaient pas trente francs.

M. Rompond, propriétaire, est appelé. Il salue gracieusement le Tribunal, et dépose en caressant les breloques de sa chaîne de montre.

M. le président : C'est vous qui avez dénoncé cette femme?

M. Rompond, avec l'accent d'une vive indignation : Et ça serait à faire que je le ferais encore...

M. le président : Combien vous devait-elle?

M. Rompond : 123 fr. 50 cent... Avec les intérêts, 131 fr. 75 c... Voilà le compte que j'en ai établi avec M^{me} Rompond...

La prévenue : Ah! monsieur Rompond!

M. Rompond : Oui, oui, des pleurnicheries, merci... c'est pas avec ça que je paierai mes contributions, n'est-ce pas? J'ai trois maisons sur le pavé de Paris, et si je n'avais pas l'œil bon, je ne manquerais pas de vagabonds pour m'escamoter mes loyers.

M. le président : Vous vous portez partie civile?

M. Rompond : Oui vraiment, et je réclame 131 fr. 75 c. Quant au vol de la saisie, il faut un exemple.

La prévenue, fondant en larmes : Donnez-moi un peu de temps, et je paierai.

En présence du délit, qui est évident, le Tribunal se voit forcé de condamner la prévenue à trois jours de prison.

Un garde municipal, placé près d'elle, glisse une pièce blanche dans sa poche, sans qu'elle le voie. M. Rompond se retire en annonçant hautement l'intention d'interjeter appel.

Nous avons, il y a quelque temps, parlé d'un singulier procès intenté par quelques pâtisseries à deux boulangers du quartier Feydeau, qui à leurs yeux avaient le tort grave de manipuler et de vendre des comestibles sucrés. Ce procès qui pouvait révéler des faits curieux, s'est assoupi, nous ne savons trop à quelle condition. Mais en voici un autre qui, dit-on, n'aura pas le même sort que le premier.

M. Milon, l'un des syndics de la boulangerie de Paris, a jugé convenable d'adoindre à son établissement de la rue Saintonge, 4, la parties des brioques au beurre, mais sans addition d'aucun corps de sucrerie. Puis, à l'instar des superbes magasins du passage Verdodot, il a décoré la devanture et l'intérieur de sa boutique de glaces et de dessins variés. Là, tous les matins les rentiers et les grisettes du Marais se réunissent dans un élégant salon pour savourer les brioques du boulanger. Mais on annonce qu'une plainte a été portée contre lui par des pâtisseries, qui lui reprochent de préparer et de débiter à leur préjudice plus de 2,000 brioques par jour et plus de 3,000 les fêtes et dimanches. Nous ferons connaître le résultat de ce procès bizarre. En attendant, nous pouvons assurer que M. le préfet de police a délégué l'un des commissaires de son administration à l'effet de constater si les boulangers qui se livrent à la fabrication des brioques, sont aussi pourvus de la quantité de pains nécessaires à la consommation des habitans qui ont l'habitude de se fournir chez eux; ce n'est que dans le cas contraire que l'autorité intervient. Il paraît au reste bien constant que le boulanger Milon n'a rien à redouter de cette enquête; car naguères il faisait cuire vingt-deux fournées par jour, et en ce moment il est établi qu'indépendamment de ses brioques, sa cuisson quotidienne s'élève jusqu'à vingt-quatre fournées.

Un ancien commissaire de police de Paris nous communique quelques détails curieux sur les antécédens d'un jeune voleur, Etienne Piednoir, dont nous avons parlé dans notre numéro d'avant-d'hier.

Au mois d'octobre 1829, Etienne Piednoir, alors à peine âgé de 15 ans, fut arrêté par une ronde de nuit, au moment où il sortait à reculons d'une boutique de marchand de nouveautés, dans laquelle il s'était introduit par une ouverture pratiquée à la devanture, à l'aide de trous percés à la vrille; car, comme on le voit, cet expédient si souvent renouvelé depuis peu, n'est pas de nouvelle invention.

Grâce à l'exiguité de sa taille, Piednoir faisait partie d'une bande de voleurs de nuit, connus sous le nom de casseurs de portes. Ses complices parvinrent à s'échapper, et rien ne paraissait pouvoir les faire connaître, lorsque le jeune larron, pressé de questions par le magistrat instructeur, finit par avouer que la bande se réunissait chaque soir, de sept à onze heures, soit dans la galerie d'Orléans, soit dans le jardin du Palais-Royal, et il offrit d'en signaler les membres, si l'on consentait à le conduire aux lieux désignés à l'heure où se donnait ordinairement le mot d'ordre sur les travaux de la nuit. Cependant il voulait être libre, afin de ne point inspirer de défiance à ses associés.

Le commissaire de police, chargé de cette mission, ne se dissimulant pas le danger qu'il y aurait à laisser ainsi circuler en liberté pendant trois ou quatre heures un jeune garçon, lesté et doué de bonnes jambes, s'avisait d'employer un moyen qui devait mettre obstacle à tout projet d'évasion. Il fit habilier Piednoir en fille, et, sous ce travestissement, le fit conduire au Palais-Royal, où on le laissa se promener en liberté, quoique surveillé par quatre agens qui avaient l'œil sur lui.

Mais ici un incident imprévu vint se présenter. Les inspecteurs de l'attribution des maçons, remarquant notre jeune fille improvisée qui se promenait de long en large depuis deux heures dans le jardin et dans les galeries, ne s'avisèrent-ils pas de prendre Piednoir pour une fille publique en maraude, et de l'arrêter pour le conduire au poste du Château-d'Eau? L'intervention du commissaire fut nécessaire pour détruire l'erreur des inspecteurs désappointés; et, soit dit en passant, les auteurs de cette méprise furent pendant longtemps l'objet des railleries de leurs camarades.

Cependant, Etienne Piednoir ne put fournir aucun renseignement utile. On a toujours pensé que l'offre qu'il avait faite si spontanément, n'avait eu pour but que de se procurer un moyen d'évasion.

Le travestissement du jeune voleur devait donner lieu à un second quiproquo. Comme il était trop tard pour le réintégrer à la Force, le commissaire de police ordonna qu'il fût conduit, pour la nuit seulement, au dépôt de la Préfecture, et à cet effet il signa l'ordre d'envoi, sous le nom d'Etienne Piednoir. Le directeur du dépôt, auquel cet ordre fut exhibé, y voyant écrit un nom d'homme, refusa d'admettre la jeune fille qu'on lui amenait. Les agens eurent beau

protester que c'était bien un garçon, le geôlier tint bon, et force fut de faire rectifier l'ordre d'écrou.

La détention préventive d'Etienne Piednoir dans la prison de la Force, prouve jusqu'à l'évidence que les nombreuses condamnations correctionnelles qu'il a subies depuis 1829, ne l'ont nullement corrigé, et qu'il est destiné à passer une grande partie de sa vie dans les maisons de détention, peut-être aussi dans les bagnes.

— Deux vols de sommes importantes et qui semblent d'abord offrir quelque connexité, ont été commis dimanche et lundi derniers au préjudice de MM. le lieutenant-général comte de Bruges et Nivet, rentier, rue du Faubourg-Poissonnière, 17. Toutefois, ces deux soustractions n'ont rien de commun entre elles. L'une, qui a eu lieu dans le faubourg St-Germain, aurait été commise, d'après de graves présomptions, par Thouvenin, domestique de cet officier supérieur; l'autre présumée de l'autre est Eugénie Birquet, âgée de 45 ans, domestique de M. Nivet.

Nous avons eu connaissance de ces deux crimes dès le jour même; mais selon notre habitude, nous n'avons voulu rien publier avant que l'autorité se fût assurée de l'un ou l'autre des individus inculpés. Maintenant que l'auteur principal est arrêté et qu'elle a signalé son complice, nous allons faire connaître les détails relatifs au vol des 42,000 fr. dérobés à M. Nivet.

M. Nivet, célibataire, et jouissant de 40,000 fr. de revenu, était retenu dans sa chambre depuis quelque temps par suite d'indisposition. Mécontent de sa domestique, il l'avait congédiée, et selon l'usage dont beaucoup d'exemples démontrent le danger, elle devait y demeurer encore la huitaine, temps présumé nécessaire pour chercher une place ailleurs. C'est le dernier jour de ce délai de grâce que la servante a consommé son crime.

Ce n'est pas en l'absence de M. Nivet que la soustraction a été commise, mais pendant qu'il reposait dans son lit. Par malheur, il avait laissé la clé à son secrétaire où se trouvaient enfermés les 42,000 fr. en billets de banque, divisés en 2 parties, dont chacune de 21,000 fr., réunis ensemble dans une feuille de papier. C'est durant le sommeil de son maître qu'Eugénie Birquet a soustrait ces importantes valeurs.

Cette fille, nantie du produit de son larcin, a quitté son maître à l'expiration des huit jours, et le soir même elle est allée rejoindre son amant, que depuis on a su se nommer Dranssard, ancien officier de cavalerie. Mais où les trouver l'un et l'autre? M. Adam, commissaire de police, y est parvenu, non sans beaucoup de peine.

Ce magistrat, qui avait reçu la plainte le 11 de ce mois, dans l'après-midi, fit placer aussitôt en observation l'inspecteur de son bureau, tandis que son secrétaire et lui poursuivaient leurs recherches dans d'autres lieux.

Au signal donné, et d'après des indices puisés dans le voisinage, ils apprirent que Dranssard demeurait rue de Chabrol, 28; ils y allèrent; mais celui-ci avait déménagé dès le 8, avec une précaution telle, qu'il ne fut pas possible, d'abord, de suivre ses traces.

Néanmoins, l'inspecteur de police parvint à savoir que Dranssard avait fait usage d'une voiture de chantier pour déménager. Alors, à partir de la rue de Chabrol, M. le commissaire de police Adam interrogea tous les commissionnaires des coins des rues par lesquelles la charrette avait dû passer, et en suivant ainsi la direction donnée, il réussit à découvrir que Dranssard était venu se loger rue du Faubourg-Poissonnière, 113. Il s'y rendit immédiatement; mais là il apprit que dans l'après-midi du 12, cet individu avait de nouveau fait enlever ses meubles à l'aide d'une tapissière, pour aller demeurer ailleurs.

En effet, Dranssard était allé habiter successivement dans deux autres maisons où il ne resta que quelques heures, pour mieux dépister la police. Mais M. le commissaire, de son côté, persévéra plus que jamais dans ses recherches. Dans la matinée d'hier, il apprend que sur le collier du cheval traînant la tapissière chargée des meubles de Dranssard, on avait remarqué ce nom: Privet ou Privot, sans autre indication. Il est ensuite informé que la voiture dite tapissière a pris la direction de la rue Louis-le-Grand, et ensuite celle de Vaugirard.

Il s'agissait donc maintenant d'arriver jusqu'à Privet. En consultant son répertoire, le commissaire de police reconnaît avoir naguères dressé un procès-verbal de contravention contre un individu de ce nom et ne tarde pas à savoir que ce même Privet est tonnelier rue du Faubourg-Saint-Denis, 106. Il se transporte aussitôt chez lui, et là il apprend que ce tonnelier a loué sa voiture à Dranssard pour son déménagement et a transporté ses meubles à Vaugirard, rue des Vignes, 14. C'est dans ce nouveau domicile qu'hier soir, entre neuf et dix heures, M. le commissaire de police Adam a arrêté Eugénie Birquet. Cette malheureuse a déclaré que Dranssard, son amant, l'avait abandonnée en emportant les 42,000 fr. de billets de banque dans une ceinture fixée autour des reins. Ce dernier avait eu la précaution de se procurer un passeport pour Marseille, cinq à six jours avant le crime. On pense que la justice est sur ses traces.

Quant aux 69,000 fr. de billets de banque dérobés à M. le lieutenant-général comte de Bruges, Thouvenin, son domestique, qui en est présumé l'auteur, n'a pu encore être arrêté.

— Hier, dans la matinée, le sieur Corneline, charcutier à Belleville, chaussée de Ménilmontant, aperçut de son arrière-boutique, un amateur dont les regards de convolite caressaient avec sensualité

un appétissant jambon accroché à l'entrée de son magasin. Devinant facilement, aux manœuvres de cet individu, qu'il espérait se traiter gratis à ses dépens, le sieur Corneline feignit de ne pas l'apercevoir, et bientôt notre amateur escamota très adroitement le jambon qui disparut dans un vaste panier dont il était porteur.

Le charcutier ayant appelé quelques voisins, courut après le voleur qu'il ne tarda pas à atteindre, et l'hilarité des assistants fut au comble lorsque le sieur Corneline leur eut montré ce l'objet volé n'était autre chose qu'un jambon en plâtre, peint et paré de manière à produire l'illusion la plus complète. On allait laisser s'évader le voleur volé, qu'on regardait comme assez puni par sa mésaventure; mais quelques personnes s'avisèrent d'examiner ce qui restait dans son panier et quelle ne fut pas la surprise d'un épicier et d'un traiteur voisins, qui faisaient partie des spectateurs, lorsqu'ils reconnurent parmi les objets qui en furent tirés deux gros morceaux de sucre et un énorme filet de boeuf prêt à mettre à la broche, qui peu d'instants auparavant figuraient si dignement dans leurs boutiques respectives.

La gendarmerie a conduit cet individu à la Préfecture de police, où il a déclaré se nommer Arnold, et s'est donné pour ouvrier cordonnier.

— Nous insérons d'autant plus volontiers la lettre suivante, de M. Parant, avocat-général à la Cour de cassation, que l'on ne saurait trop appeler l'attention du public sur les ouvrages vraiment utiles et faits avec un soin consciencieux.

« M. le rédacteur, » Vous avez annoncé, il y a peu de jours, les Lois de la presse en 1836.

» Cette annonce pourrait faire croire aux personnes qui possèdent mon ouvrage publié en 1834, qu'elles sont dans la nécessité de se procurer les Lois de la presse en 1836, pour avoir mon Traité complet de la législation actuelle en cette matière.

» Veuillez les rassurer en leur apprenant, par la publication de ma lettre, qu'elles peuvent avoir tout ce que contient le livre annoncé, en joignant à l'édition de 1834, le Supplément aux lois de la presse, présentant l'état de la législation spéciale en 1836. Cet ouvrage (in-8° de 5 à 6 feuilles), a été imprimé par MM. F. Didot frères. Approprié au livre principal, il offre les avantages d'une nouvelle édition.

» Agréer, etc.

» PARANT. »

— Erratum. Dans le numéro du 14 avril, au lieu de M. Gilbert des Voisins, colonel de la 6^e légion, lisez : de la 7^e légion.

Le Rédacteur en chef, gérant, DARMAING.

H. REINGANUM VENTE PAR ACTIONS POUR 120 FRANCS, SEPT ACTIONS, dont une rouge gagnant forcément.

UNE ACTION: DE SIX PROPRIÉTÉS, EN AUTRICHE. 1^o et 2^o Deux Palais, à Vienne; 3^o la TERRE et le CHATEAU de MERLHOF, en Styrie; 4^o la COTE de FAAL, avec ses riches vignobles; 5^o la TERRE de ROSBACH, en Styrie, et la dime de cinquante biens-fonds; 6^o les VIGNOBLES de DORNE; en outre, VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT TREIZE GAINS en argent, de fl. 20,000, 10,000, 8,000, 5,000, etc. — Prix de l'action: 20 fr. Pour 120 fr., sept actions dont une rouge. Les actions rouges gagneront forcément et concourront à un tirage privilégié de primes considérables, dont la terre de Merlhof est la principale. Pour recevoir les prospectus français ou des actions, on est prié d'écrire directement à

HENRI REINGANUM, Banquier et receveur-général à Francfort-sur-Mein. Le bulletin des numéros gagnants sera envoyé aux actionnaires franc de port.

VENTE IRREVOCABLE PAR ACTIONS DES MAGNIFIQUES ÉTABLISSEMENTS DE PLAISANCE, DE CONVERSATION, A WIESBADEN, DITS DURINGERS KURGEBAUDE.

D'une valeur réelle de 268,000 fr., avec un rachat de 108,000 fr. TIRAGE PRINCIPAL ET DÉCISIF LE 29 AVRIL 1836. Cette vente contient 4,000 primes de 268,000, 26,000, 17,350, 8,675, 2,700, 2,600, 1,705, 650, 325 fr., etc., etc.; ensemble de 433,000 fr. — Le prix capital consiste en deux grands HOTELS, plus de vingt BATIMENS massifs, vastes jardins, vignes et nombre de pavillons dans le plus noble style: tout cela aux Bains renommés de Wiesbaden, capitale du duché de Nassau, à quelques lieues de Francfort-sur-Mein, dans la plus délicieuse situation, près du Rhin et du Mein, et offrant de ravissans points de vue. Le rachat de 108,000 fr. se paiera en argent comptant et sans aucune déduction. — ACTIONS à 20 FRANCS LA PIÈCE, et sur 5 prises ensemble, la sixième gratis, ainsi qu'à son temps les listes gratuites, chez

J. TRIER-STAUSS, receveur en chef à Francfort-sur-Mein.

ANCIENNE MAISON DE FOY ET C^o, 17, RUE BERGÈRE.

SEULE SPÉCIALITÉ MATRIMONIALE

Jamais autre établissement que la maison Foy n'a embrassé la SPÉCIALITÉ des négociations des mariages et ne fut EXCLUSIVEMENT patentes ad hoc. (Discretion, activité et loyauté.) Affr.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. (Loi du 31 mars 1833.)

Suivant acte passé devant M^e Ambroise-Charles Godot, notaire, à Paris, soussigné, qui en a gardé la minute, et un de ses collègues, le 6 avril 1836, enregistré à Paris, bureau n^o 6, l^{er} 14 avril 1836, vol. 128, n^o 12, verso, case 2, reçu 6 fr. 20 c. pour obligation, 5 fr. pour dissolution de société, 5 fr. pour nouvelle société, et 1 fr. 62 c. de 10^e. Signé Hucher.

M. JEAN-NICOLAS TREMBLAY aîné, et M. PIERRE-FRÉDÉRIC TREMBLAY jeune, tous deux selliers, demeurant à Paris, avenue Matignon, 8, ont formé entre eux une société en nom collectif, sous la raison TREMBLAY frères, pour l'exploitation d'un fonds de seller-carrossier, sis à Paris rue Matignon, 8.

La durée de ladite société a été fixée à 9 années consécutives, à partir du 1^{er} avril 1836.

Le fonds social se compose de la somme de 12,158 fr. 20 centimes, apportée par M. Tremblay jeune, qui a mis en outre son industrie dans ladite société; de son côté, M. TREMBLAY aîné a apporté son industrie dans ladite société.

Par l'article 7 dudit acte de société, il a été dit que les factures, billets, lettres de change et tous engagements de commerce concernant ladite société, ne seraient valables qu'autant qu'ils seraient signés par les deux associés, et que, dans le cas contraire, ils seraient la dette personnelle de l'associé signataire.

Et enfin, que ladite société serait dissoute par l'expiration du délai ci-dessus fixé, ou par le décès de l'un des associés. Pour extrait.

Godot.

D'un acte sous seing privé, du 1^{er} avril 1836, enregistré, il résulte formation de

société pour l'exploitation de la correspondance des journaux français et étrangers, entre: 1^o M. MICHEL-PLACIDE JUSTIN, propriétaire pour 5/8^e, et usufruitier pour un autre 8^e de ladite entreprise; 2^o M. ANTOINE-PIERRE MANÉ, propriétaire d'un autre 8^e; 3^o MM. JEAN-ABRAHAM COMPAGNE, et CHARLES-BERNARDIN LEMANSOIS-DUPREY, propriétaires ensemble d'un dernier 8^e.

La raison sociale est JUSTIN et C^o. M. JUSTIN a seul la signature. Il n'en usera que pour les affaires de la société; le fonds social est fixé à 120,000 fr. Le siège de la société est placé à la Bourse, 5. La durée de la société est fixée à 5 ans, sauf le cas prévu par l'article 5, et qui pourrait donner lieu à dissolution après deux ans et demi.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ÉTUDE DE M^e ARCHAMBAULT-GUYOT. Vente sur licitation.

Adjudication définitive le 30 avril 1836, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, sise au Palais-de-Justice, à Paris, deux heures de relevée.

D'une jolie MAISON et d'un grand TERRAIN, à usage de chantier depuis plus de 40 ans, connu sous le nom de Chantier du Midi, situés à Paris, boulevard Montparnasse, 8.

Produit: 7,500 fr. par baux, ayant encore douze années à courir; mise à prix: 65,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements, à Paris, à M^e Archambault-Guyot, avoué poursuivant, rue de la Monnaie, 10.

Adjudication définitive, le 27 avril 1836, en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, en deux lots:

1^o D'une grande PROPRIÉTÉ, à Paris, rue du Faub.-St-Denis, 160, consistant en terrains, bâtimens de location, constructions, cour, maison d'habitation et dépendances, jardin et usine servant à une raffinerie de sucre, avec les ustensiles et objets mobiliers en dépendant; 2^o D'une autre PROPRIÉTÉ, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, 156, consistant en maison d'habitation, constructions, jardin, grand terrain et dépendances.

Mise à prix.

1^{er} lot (y compris 31,308 fr. d'objets mobiliers): 281,308 f.

2^{me} lot: 60,000 f.

Total: 341,308 f.

S'adresser: 1^o A M^e Denormandie, avoué-poursuivant, rue du Sentier, 14; 2^o A M^e Auquin, avoué, rue de Cléry, 22;

3^o A M^e Mathis, avocat, rue de la Justice, 16; 4^o A M^e Laprée, rue Sainte-Anne, 63; Et tous les jours (excepté le dimanche), de midi à deux heures, à M. Tétard, pro-

priétaire des immeubles mis en vente, et y demeurant.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M^e Poignant, notaire, le mardi 19 avril 1836, d'un TERRAIN propre à bâtir, situé à Paris, rue d'Angoulême, 16, borné par les rues d'Angoulême, de Crussol, du Grand-Prieuré et de Malte, loué à un marchand de bois, moyennant 11,600 fr. par an net d'impôts, et d'une contenance de 4,859 mètres (1,270 toises environ), sur la mise à prix de 240,000 fr.

S'adresser à M. le directeur-général de la caisse hypothécaire, rue Neuve-Saint-Augustin, 30.

Et à M^e Poignant, notaire, rue de Richelieu, 45 bis.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Sur la place du Châtelet. Le mercredi 20 avril, heure de midi. Consistant en enclaves, etaux, tour avec ses accessoires, marteaux à main, etc. Au compt. Le samedi 23 avril, à midi.

Consistant en batterie de cuisine, chaudière en cuivre, balances, poids, etc. Au comptant. Consistant en Œuvres complètes de Saint-François de Sales, 600 lettres inédites, etc. A.C. Consistant en tables, poêle, commode, chaises, miroir et autres objets. Au comptant.

Sur la place de la commune de Gentilly. Le dimanche 24 avril, à midi. Consistant en bureau, table, chaises commode, poterie, verrerie, casseroles, etc. Au compt.

LIBRAIRIE.

TABLE

DES MATIÈRES

DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX, du 1^{er} novembre 1834 au 1^{er} novembre 1835), Par M^e VINCENT, avocat. Prix: 5 fr. au Bureau et 5 fr. 50 c. par la poste.

AVIS DIVERS.

Avis important. — La Banque immobilière, qui garantit le paiement des créances hypothécaires, assure aussi les loyers et fermages au moyen de coupons négociables qui sont payables par la compagnie. Elle demande des directeurs et agens correspondans en province, pour compléter son organisation départementale, et un administrateur comptable pour Paris, offrant des garanties convenables. S'adresser franco au directeur de cette banque, place de la Bourse, 8, à Paris.

A VENDRE excellent fonds de limonadier bien achalandé, situé dans un très beau port de mer. Cet établissement peut être comparé par sa beauté à ceux de la capitale les plus en renom. S'ad. à M. Ernest P... de 7 à 9 heures du matin, rue Mazarine, 46, à Paris.

BOUGIES A 2 FRANCS, 1 FR. 80, 1 FR. 65.

Des perfectionnemens apportés dans la fabrication de la Bougie de l'Étoile, ont permis tout à la fois d'en améliorer la qualité et d'en réduire le prix à 2 fr. Des demandes nombreuses ayant été faites pour des nuances inférieures, il en a été établi de 2^e et 3^e sorte, au prix de 1 fr. 80 et 1 fr. 65 c. La première nuance doit être revêtue d'une inscription portant les deux médailles. Dépôt, rue Vivienne, 15.

BAINS

Neothermes

DES BAINS et douches d'eau minérale et de vapeur de toute espèce; Bains russes, égyptien, de gélatine, d'eau naturelle, etc., aux prix les plus modérés. — Appartemens élégamment meublés et combinés pour toutes les fortunes. Eaux minérales pour bains et pour boissons.

MAUX DE DENTS.

La CRÉOSOTE-BILLARD enlève à l'instant, et pour toujours, la douleur la plus vive, guérit la carie des dents et s'emploie sans aucun danger. Chez Billard, pharmacien, rue St-Jacques-la-Boucherie, 25, près la place du Châtelet. 2 fr. le flacon avec l'instruction.

BAGUES GALVANIQUES.

Chez M. MARAIS, passage Delorme, 12, ci-devant petite St-Louis-St-Honoré, 4. Ces Bagues sont efficaces pour la guérison des migraines, hémorrhoides, palpitations, apoplexie et toutes les maladies qui résultent d'une congestion sanguine. On les porte au petit doigt de la main-gauche ou au doigt annulaire de la même main. Prix: 7 fr. 50 c., 15 et 20 fr. (Affr.)

BOURSE DU 15 AVRIL.

Table with columns: A TERME, 1^{er} c, pl. ht, pl. bas, etc. Rows include 5^e comp., Fin courant, E. 1831 compt., etc.

DÉCÈS ET INHUMATIONS. du 13 avril. M. le comte de Selve, rue de Choiseul, 7. M^{me} Coquet, mineure, rue de la Tonnelierie, 69. M^{me} Jarry, rue de la Cordonnerie, 18. M^{me} v^e Chevré, rue de la Cordonnerie, 14. M. Maréchal, mineur, rotonde de la barrière de la Villette, bureau de l'écrou. M. hebruve, rue des Saints-Pères, 26. M. Renault, rue des Marais-St-Germain, 15.

M^{me} Desmarests, née Reinquet, rue de Breteuil, 1. M. Bonnefoy, rue Bizet, 14. M. French fils, rue Vivienne, 12. M. Famechon, rue Richeieu, 65. M^{me} v^e Delmarles, née Larme, rue des Moines, 10. M^{me} Dommergue, mineure, rue du Mail, 31. M. Mulet, quai Pelletier, 24. M. Theoule, rue de Corneille, 5. M. Decauehy, rue des Canettes, 20.

M. Bouteau, rue des Amandiers, 20. M. Lievrin, rue Saintonge, 10. M^{me} v^e Corinquet, née Comart, rue de la Pépinière, 40. TRIBUNAL DE COMMERCE. ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS. du samedi 16 avril. heures 12. Mazet, charpentier, clôture.

D^{me} Laurent, mde lingère, syndicat. 2 Colson, se. rurier, id. 2 CLOTURE DES AFFIRMATIONS. Avril. heures Denain et Delamare, libraires, le 19 11 Bléry, carrossier, le 19 2 Mistral, chaudronnier, le 19 2 Mondan et femme, raffineurs de sels, le 19 2 Dame Legoyt et Mondan, mds d'huiles et vins, le 19 2

Leduc et Coudray, mds chapel., le 20 1 Bertin, md tailleur, le 20 12 David et femme, mds de vins, le 21 3 Yardin, md bijoutier, le 21 Clavet, Gaubert et Labrelis, négocians, le 22 10 Benouville, m^e serrurier, le 22 5 Petit, entrepr. de charpente, le 22 5 IMPRIMERIE DE PHAN-DELAFOREST, (MORINVAL), rue des Bons-Enfans, 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement pour légalisation de la signature, PHAN-DELAFOREST.